



PREFET DE TARN-ET-GARONNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES LIBERTES  
PUBLIQUE ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau des Elections et de la Police Administrative

A.P. n° 2013077 - 0009

18/03/13

INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**SYNDICAT DEPARTEMENTAL DES DECHETS**  
**Hôtel du Département**  
**BP 783**  
**82013 MONTAUBAN Cedex**

\*\*\*\*\*

**DECHETTERIE DE CAUSSADE (82),**  
**LIEU-DIT « MONTAGNAC BAS »**

ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT LE TABLEAU DE CLASSEMENT DES  
INSTALLATIONS CLASSEES

Le préfet de Tarn-et-Garonne,

VU le titre I<sup>er</sup> du livre V de la partie législative du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le titre I<sup>er</sup> du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, et en particulier son article R.511-9 relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n°2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU le récépissé de déclaration n°2010-081 du 23 juillet 2010 délivré au Syndicat Départemental des Déchets pour l'exploitation d'une déchetterie et d'une station de transit de déchets ménagers à CAUSSADE, lieu-dit « Montagnac Bas » ;

VU l'arrêté préfectoral n°2011060-0003 du 1<sup>er</sup> mars 2011 portant délégation de signature de Madame Violaine Démaret, secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

2, allées de l'Empereur - B.P. 779 - 82013 MONTAUBAN CEDEX

Téléphone : 05.63.22.82.00 - Télécopie : 05.63.93.33.79 - Mèl : courrier@tarn-et-garonne.pref.gouv.fr

VU le courrier de l'exploitant en date du 8 janvier 2013 fournissant les éléments nécessaires de comparaison et d'évaluation entre les critères de classement vis-à-vis des anciennes rubriques et justifiant le reclassement dans les nouvelles, ainsi qu'un projet de nouveau tableau de classement ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1<sup>er</sup> mars 2013 ;

**CONSIDERANT** que le classement administratif des installations classées exploitées par le Syndicat Départemental des Déchets sur le territoire de la commune de CAUSSADE, lieu-dit « Montagnac Bas », nécessite d'être mise à jour au vu des évolutions réglementaires de la nomenclature ;

**CONSIDERANT** que les prescriptions techniques actuelles réglementant le site sont suffisantes et n'ont pas à être modifiées ;

**CONSIDERANT** que le présent arrêté n'impose pas de nouvelles prescriptions, ni ne porte sur l'abrogation de certaines prescriptions existantes, il n'est pas nécessaire de soumettre cette affaire à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>ER</sup> : SITUATION ADMINISTRATIVE

Le tableau de classement des activités du site figurant sur le récépissé de déclaration n°2010-081 du 23 juillet 2010 délivré au Syndicat Départemental des Déchets pour l'exploitation d'une déchetterie et d'une station de transit de déchets ménagers à CAUSSADE, lieu-dit « Montagnac Bas », est remplacé par le suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime
2710.2	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 2. Collecte de déchets non dangereux	Déchetterie	422,85 m <sup>3</sup>	E
2710.1	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 2. Collecte de déchets dangereux	Déchetterie	5,425 t	DC
2714.2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	Quai de transfert de déchets ménagers	105 m <sup>3</sup>	D
2716.2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes	Quai de transfert de déchets ménagers	140 m <sup>3</sup>	DC

A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D : Déclaration ; DC : déclaration et soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du Code de l'Environnement ; NC : Non Classé

### ARTICLE 2 :

L'installation peut continuer à fonctionner au bénéfice des droits acquis ; cette antériorité ne vaut que pour la poursuite de l'activité existante. Toute modification de l'installation est soumise aux procédures d'autorisation et entraîne la perte de l'antériorité.

Le préfet peut exiger la production des pièces prévues par l'article R.513-2 du code de l'environnement.

Le préfet peut prescrire les mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 dans les conditions prévues par l'article R.513-2 du code de l'environnement.

Les dispositions de l'article R.513-2 du code de l'environnement cessent d'être applicables si l'installation se trouve dans les cas prévus aux articles R.512-33, R.512-46-23, R.512-54 et R.512-70.

### **ARTICLE 3 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

### **ARTICLE 4 : EXECUTION**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Le Maire de Caussade,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au Syndicat Départemental des Déchets à Montauban (82).

A Montauban, le 18 MARS 2013

Le préfet,

Violaine DÉMARET

Pour le préfet,  
La secrétaire générale,

